

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 02845

Numéro SIREN : 327 733 184

Nom ou dénomination : MICROSOFT FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 20/01/2021 sous le numéro de dépôt 1768

MICROSOFT FRANCE

Société par actions simplifiée

37-45 Quai du Président Roosevelt

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2020

MICROSOFT FRANCE

Société par actions simplifiée

37-45 Quai du Président Roosevelt

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2020

Aux associés de la société MICROSOFT FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MICROSOFT FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 27 novembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er juillet 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le

27 novembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 8 décembre 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'V' followed by a horizontal stroke and a small flourish.

Vincent BLESTEL



2020

COMPTES ANNUELS

Microsoft France SAS

EXERCICE CLOS LE 30/06/2020



SOMMAIRE

BILAN ACTIF.....	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020	5
COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020 (SUITE)	6
1. Événements significatifs de l'exercice	7
2. Changements de méthode comptable	7
3. Principaux principes comptables utilisés	8
3.1. Immobilisations corporelles.....	8
3.2. Créances et Dettes	8
3.3. Opérations en devise	9
3.4. Impôt sur les sociétés	9
3.5. Chiffre d'affaires	9
3.6. Provisions pour indemnités de départ à la retraite	10
3.7. Provisions	11
4. Autres informations sur les comptes	11
4.1. Disponibilités.....	11
4.2. Contrôle fiscal	11
4.3. Dividendes.....	11
4.4. Provision remise en état	12
5. Tableau des immobilisations	12
5.1. Immobilisations incorporelles.....	12
5.2. Immobilisations corporelles.....	12
6. Clients et comptes rattachés	13
7. Autres créances.....	13
8. Valeurs mobilières de placement	14
9. Charges constatées d'avance.....	14
10. Capital social et variation des capitaux propres	14
11. Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	14
12. Dettes fiscales et sociales	14
13. Autres dettes.....	15
14. Produits constatés d'avance	15
15. Provisions inscrites au bilan	15
16. État des échéances des créances et dettes	16
16.1. État des échéances des créances.....	16



16.2.	Etat des échéances des dettes.....	16
17.	Charges à payer/produits à recevoir.....	17
17.1.	Charges à payer.....	17
17.2.	Produits à recevoir.....	17
18.	Engagements hors bilan.....	17
18.1.	Engagements financiers donnés.....	17
18.2.	Engagements financiers reçus.....	17
19.	Chiffre d'affaires.....	18
20.	Résultat financier.....	18
21.	Résultat exceptionnel.....	18
22.	Situation fiscale.....	19
22.1.	Ventilation de l'impôt sur les sociétés.....	19
22.2.	Accroissements et allègements de la dette future d'impôt.....	19
23.	Société mère consolidante.....	20
24.	Effectif moyen.....	20
25.	Transactions conclues par la société avec des parties liées.....	20
26.	Information sur la rémunération des dirigeants.....	20
27.	Événements importants et post clôture.....	20



BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 962 384	6 585 528	1 376 856	1 347 246
Autres immobilisations corporelles	54 792 627	40 651 069	14 141 558	15 658 696
Immobilisations en cours	1 020 324		1 020 324	338 629
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	63 775 334	47 236 597	16 538 738	17 344 571
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	232 349		232 349	179 861
TOTAL immobilisations financières :	232 349		232 349	179 861
ACTIF IMMOBILISÉ	64 007 683	47 236 597	16 771 087	17 524 432
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	6 850		6 850	1 839 934
Créances clients et comptes rattachés	553 350 354	8 942 171	544 408 183	601 770 120
Autres créances	379 445 087		379 445 087	163 224 206
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	932 802 291	8 942 171	923 860 119	766 834 260
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	41 817		41 817	746 440
Charges constatées d'avance	792 384 585		792 384 585	618 371 691
TOTAL disponibilités et divers :	792 426 402		792 426 402	619 118 131
ACTIF CIRCULANT	1 725 228 693	8 942 171	1 716 286 522	1 385 952 391
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif	574 124		574 124	462 669
TOTAL GÉNÉRAL	1 789 810 501	56 178 768	1 733 631 733	1 403 939 492



BILAN PASSIF

RUBRIQUES	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 4 240 000	4 240 000	4 240 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	478	478
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	424 000	424 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	118 113 768	54 938 787
Résultat de l'exercice	77 902 776	63 174 980
TOTAL situation nette :	200 681 022	122 778 246
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	200 681 022	122 778 246
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	13 123 993	8 683 277
Provisions pour charges	45 345 661	40 249 985
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	58 469 654	48 933 262
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	80	
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :	80	
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	8 224 634	3 965 051
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	357 177 403	303 456 884
Dettes fiscales et sociales	224 739 653	207 914 293
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 153 296	17 397 281
TOTAL dettes diverses :	595 070 352	528 768 458
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	870 756 109	699 172 538
DETTES	1 474 051 176	1 231 906 047
Ecarts de conversion passif	429 881	321 938
TOTAL GÉNÉRAL	1 733 631 733	1 403 939 492



COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
Ventes de marchandises	1 574 536 807		1 574 536 807	1 049 360 280
Production vendue de biens				
Production vendue de services	148 817 115	441 433 977	590 251 092	580 342 552
Chiffres d'affaires nets	1 723 353 922	441 433 977	2 164 787 899	1 629 702 832
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			22 301 307	9 474 633
Autres produits			510 329	421 240
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 187 599 536	1 639 598 705
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			1 495 341 493	986 884 107
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			141 558 714	158 392 232
TOTAL charges externes :			1 636 900 207	1 145 276 339
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			18 028 347	17 904 880
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			213 025 270	204 761 521
Charges sociales			135 115 389	113 623 716
TOTAL charges de personnel :			348 140 659	318 385 237
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			3 863 851	5 490 822
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			6 670 424	4 485 262
Dotations aux provisions pour risques et charges			25 338 986	21 187 639
TOTAL dotations d'exploitation :			35 873 262	31 163 724
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			2 627 975	799 837
CHARGES D'EXPLOITATION			2 041 570 449	1 513 530 017
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			146 029 087	126 068 689



COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020 (SUITE)

RUBRIQUES	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	146 029 087	126 068 689
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	3 325	4 957
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	67 378	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	70 704	4 957
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	563 852	52 638
Différences négatives de change		0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	563 852	52 639
RÉSULTAT FINANCIER	(493 148)	(47 681)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	145 535 939	126 021 008
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	308 278	34 076
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	280	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		4 015 369
	308 558	4 049 445
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(308 558)	(4 049 445)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	18 928 608	17 611 687
Impôts sur les bénéfices	48 395 997	41 184 896
TOTAL DES PRODUITS	2 187 670 239	1 639 603 663
TOTAL DES CHARGES	2 109 767 463	1 576 428 682
BÉNÉFICE OU PERTE	77 902 776	63 174 980



NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 30/06/2020

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels, clos le 30 juin 2020 et arrêtés par le Président. Ils sont organisés comme suit :

1. Événements significatifs de l'exercice

En mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie. Cette pandémie a des répercussions globales et imprévisibles sur la société, l'économie, les marchés financiers et les pratiques commerciales mondiales.

Afin de protéger la santé et le bien-être de ses employés, de ses fournisseurs et de ses clients, Microsoft a apporté des modifications substantielles aux politiques de déplacement de ses employés, a mis en œuvre des fermetures de bureaux et a favorisé le télétravail. Les conférences et autres événements marketing ont été reportés ou tenus virtuellement.

Le COVID-19 n'a pas eu d'impact négatif notable sur l'activité 2020 de Microsoft France. La continuité d'exploitation de la société n'est pas menacée par les événements liés à cette pandémie.

2. Changements de méthode comptable

Au cours de l'exercice clos le 30 Juin 2020, la société n'a pas changé de méthode comptable.



3. Principaux principes comptables utilisés

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, modifié par tous les règlements ultérieurs de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice précédent avait débuté le 01/07/2018 et a été clôturé au 30/06/2019. L'exercice 2020 a débuté le 01/07/2019 et a été clôturé le 30/06/2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Ces comptes sont présentés en euros sauf mention expresse.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations techniques 3-5-10 ans
- Agencements, installations générales 5-10 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Mobilier de bureau 10 ans
- Matériel informatique 3 ans

3.2. Créances et Dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée selon un modèle statistique prenant en compte les éléments suivants :

- Le risque économique en France, mesuré selon une étude interne au groupe,
- Le risque socio-politique en France, évalué selon la moyenne des notes attribuées par les agences de notation Standard & Poors, Moody's et AON,
- Le pourcentage de créances non échues,
- Le pourcentage de créances échues depuis plus de 180 jours,
- Le pourcentage de créances non recouvrables.



3.3. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaieur à la date de l'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contrevaieur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité.

3.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés est calculé au taux de droit commun de 28% dans la limite de 500 K€, 33,1/3% au-delà et majoré d'une contribution sociale de 3,3% calculée sur la partie d'impôt sur les sociétés excédant 763 K€.

3.5. Chiffre d'affaires

Historiquement, la société Microsoft France SAS a une activité d'agent commercial des sociétés Microsoft Ireland Opération Ltd (MIOL) et Microsoft Corporation, pour ses activités de représentation commerciale, de promotion et de supports techniques, réalisées sur le territoire français.

A ce titre, Microsoft France perçoit des commissions, dont le mode de calcul n'a pas été modifié au cours de l'exercice. Ces commissions sont calculées selon les termes des contrats signés avec Microsoft Ireland Operation Ltd (MIOL) et Microsoft Corporation en France. Cette rémunération correspond à la refacturation de la totalité des coûts, complétés par un pourcentage des ventes réalisées par MIOL et Microsoft Corporation sur le territoire français.

Depuis Février 2017, l'activité principale de Microsoft France a été étendue pour inclure la distribution en direct de logiciels et de matériel informatique sur le territoire français. Microsoft France exerce cette activité dans le cadre d'un modèle de "Distributeur à risque limité", dont les termes sont définis dans un accord de distribution et de services inter-sociétés signé avec MIOL.

Les revenus provenant des programmes de licence de logiciels font l'objet d'un étalement linéaire sur la durée de vie du contrat dès lors que le logiciel est livré. Les produits de maintenance et d'abonnement sont comptabilisés proportionnellement sur la durée des contrats. Les produits tirés des ventes de produits emballés à destination et par l'intermédiaire des distributeurs et des revendeurs sont comptabilisés lors du transfert de propriété des biens aux distributeurs et revendeurs ou directement aux clients finaux.

Le revenu attribuable aux éléments non livrés, y compris les technologies de support technique et de navigateur Internet, est basé sur le prix de vente moyen de ces éléments et est comptabilisé proportionnellement de manière linéaire sur le cycle de vie du produit. Les coûts liés aux obligations non significatives, qui incluent le support téléphonique pour certains produits, sont provisionnés. Des provisions sont comptabilisées pour les retours, les concessions et les créances irrécouvrables lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles surviennent.

Microsoft France exerce également une activité de prestataires de services : assistance technique et de maintenance (Premier); conseil en organisation et système d'information (MCS). La reconnaissance du chiffre d'affaires de l'activité des services est basée sur la méthode à l'avancement.



3.6. Provisions pour indemnités de départ à la retraite

La société constate en provisions pour charges au passif du bilan les indemnités de départ en retraite versées aux salariés présents en CDI à la clôture de l'exercice.

L'engagement de l'employeur au titre de ce régime est calculé selon les règles édictées par la convention collective applicable (Métallurgie) et en tenant compte d'un taux d'augmentation moyen des salaires, d'un taux de turn-over, d'un taux d'actualisation et d'une table de mortalité. Pour l'exercice 2020, le taux de turnover retenu est de 5,0%, le taux de hausse des salaires est de 3,5% et le taux d'actualisation de 0,85 %. La table de mortalité utilisée est celle de l'INSEE 2011-2013 H/F. L'engagement inclut les charges sociales au taux de 51% pour les cadres et de 56% pour les non cadres. Il s'élève à 32 496 K€.

Conformément à la Recommandation R2013-02 de l'ANC et à l'application de la méthode du corridor, la provision pour départ en retraite s'élève à 24 423 K€ pour l'exercice clos au 30 Juin 2020 contre 22 404 K€ pour l'exercice clos au 30 Juin 2019.

La charge s'élève ainsi à 2 144 K€ pour l'exercice clos le 30 Juin 2020. Elle était de 2 632 K€ au titre de l'exercice clos le 30 Juin 2019.

Provision à l'ouverture	22 404 026
Coût normal	3 099 879
Charge d'intérêt	399 413
Impact des réductions / liquidations de régime	-2 039 508
Amortissement des pertes/gains actuariels	684 353
Charge de la période	2 144 138
Reprises (Transferts/Paiements)	-125 625
Reprises de la période	-125 625
Provision à la clôture (Montant reconnu au Bilan)	24 422 539
Écarts actuariels non reconnus	8 073 517
Coûts des services passés non reconnus	
Ecarts non reconnus à la clôture	8 073 517
Engagement à la clôture	32 496 056



3.7. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- i) La Société a une obligation actuelle légale ou implicite résultant d'un événement passé,
- ii) Il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour liquider l'obligation,
- iii) Une estimation fiable peut être faite du montant de l'obligation.

Si l'effet est significatif, les flux de trésorerie futurs attendus sont actualisés en utilisant un taux courant avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

La charge relative à toute provision est la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire pour liquider l'obligation et elle est présentée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'entreprise prend connaissance de l'obligation.

Aucune provision pour garantie n'a été comptabilisée dans les comptes de MS France en raison du fait que la responsabilité concernant les garanties reste avec MIOL dans le cadre des accords inter-sociétés. Tous les frais de garantie sont directement payés par MIOL, même dans le cas où une provision devrait être comptabilisée sur Microsoft France, dans tous les cas elle serait remboursée via les accords inter-sociétés, sans impact net sur Microsoft France.

4. Autres informations sur les comptes

4.1. Disponibilités

Depuis l'exercice 2013, le groupe Microsoft a déployé un processus de remontée automatique des flux de trésorerie dans le cadre du contrat de cash pooling conclu avec le groupe.

4.2. Contrôle fiscal

La société ne fait actuellement l'objet d'aucun contrôle fiscal. Les exercices clos les 30 juin 2018, 30 juin 2019 et 30 juin 2020 sont ouverts à contrôle.

4.3. Dividendes

L'assemblée générale du 16 décembre 2019 ayant statué sur les comptes 2019 a décidé de ne pas procéder à une distribution de dividendes.



4.4. Provision remise en état

Une dotation aux provisions de 15 555 € au titre de la remise en état future du bâtiment MyCampus d'Issy Les Moulineaux ainsi que des bâtiments loués en région a été constatée en charge d'exploitation, portant ainsi la provision totale à 3 366 247 €.

5. Tableau des immobilisations

5.1. Immobilisations incorporelles

Il n'y a pas d'immobilisations incorporelles au 30 juin 2020.

5.2. Immobilisations corporelles

5.2.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Les mouvements ayant affecté les valeurs brutes s'analysent de la façon suivante :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2019	Acquisitions	Virements poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Au 30/06/2020
Install. techniques, matériel et outillage industriels	9 280 586	892 263		(2 210 465)	7 962 384
Installations générales, agencements, aménagements	36 199 747	633 951			36 833 697
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 108 540	897 816	(47 427)		17 958 929
Immobilisations corporelles en cours	338 629	681 695			1 020 324
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	62 927 502	3 105 725	(47 427)	(2 210 465)	63 775 334

5.2.2. Détail des amortissements

Les mouvements ayant affecté les amortissements se décomposent comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2019	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 30/06/2020
Install. techniques, matériel et outillage industriels	7 933 340	862 373	(2 210 185)	6 585 528
Installations générales, agencements, aménagements	25 633 072	1 670 120		27 303 192
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 016 518	1 370 268	(38 910)	13 347 877
TOTAL AMORTISSEMENTS	45 582 931	3 902 761	(2 249 095)	47 236 597



5.2.1. Immobilisations financières

Il s'agit essentiellement de dépôts et cautionnements.

Les mouvements ayant affecté les immobilisations financières se décomposent comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Valeur Brute au 30/06/2019	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 30/06/2020
Dépôts et cautionnements	179 861	53 074	(586)	232 349
TOTAL	179 861	53 074	(586)	232 349

6. Clients et comptes rattachés

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

CREANCES	Net 30/06/2019	Net 30/06/2020
Clients	531 220 154	461 896 907
Clients facture à établir	9 235 084	21 009 875
Société mère (1)	63 709 152	67 359 372
Virements reçus non alloués		
Effets remis à l'encaissement	2 068 056	3 084 200
Total créances	606 232 446	553 350 354
Provision pour dépréciation des créances clients	(4 462 325)	(8 942 171)
TOTAL	601 770 120	544 408 183

(1) Il s'agit de commissions à recevoir de la société MICROSOFT CORPORATION dont le siège social est aux États-Unis, 16011 N.E. 36th WAY, REDMOND, WASHINGTON.

Les comptes de Microsoft France SAS sont consolidés par cette entité.

7. Autres créances

Ce poste se décompose comme suit :

Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
Fournisseurs débiteurs		
État, TVA, IS	3 699 436	12 385 853
État, autres créances		
Compte courant Groupe	158 486 388	254 814 206
Créances cédées au Groupe		111 325 446
Indemnités de Sécurité Sociale	302 384	552 129
Personnel - Avances et acomptes	735 998	367 452
TOTAL	163 224 206	379 445 087



8. Valeurs mobilières de placement

Néant.

9. Charges constatées d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2020
Loyer payé d'avance	1 170 196	5 873 012
Prestation Marketing/Évènementiel payé	110 890	
Assurance et divers payés d'avance	2 035 469	51 547
Charges constatées d'avance sous-traitance MCS		
Charges constatées d'avance - groupe	615 055 136	786 460 026
TOTAL	618 371 691	792 384 585

10. Capital social et variation des capitaux propres

Le capital est composé de 265 000 actions de 16 euros chacune. Durant l'exercice il n'a été procédé à aucune augmentation ou réduction de capital.

	Solde d'ouverture	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Solde de clôture
Capital social	4 240 000			4 240 000
Primes d'émission	478			478
Réserve légale	424 000			424 000
Report à nouveau	54 938 788	63 174 980		118 113 767
Résultat de l'exercice	63 174 980	(63 174 980)	77 902 776	77 902 776
TOTAL	122 778 246	0	77 902 776	200 681 022
Dividendes		0		0

11. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs ordinaires	9 525 674	10 314 594
Factures non parvenues	27 521 634	32 559 274
Fournisseurs groupe	266 409 576	314 303 535
TOTAL	303 456 884	357 177 403

12. Dettes fiscales et sociales

Il s'agit essentiellement de :



Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
Personnel et comptes rattachés	77 008 272	80 573 845
Organismes sociaux	49 507 347	52 870 947
Impôts sur les bénéfices		
TVA	74 711 876	84 324 023
Autres impôts et taxes	6 686 799	6 970 838
TOTAL	207 914 293	224 739 653

13. Autres dettes

Ce poste s'analyse comme suit :

Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
Autres dettes	562 193	480 513
Rabais, remises, ristournes à accorder	16 835 087	12 672 783
TOTAL	17 397 281	13 153 296

14. Produits constatés d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2020
Services	53 828 615	48 325 222
Franchise de loyer	7 914 969	6 427 273
Volume Licensing / MBS/ Online	635 849 757	815 208 144
Marchandises en transit	1 579 197	795 470
TOTAL	699 172 538	870 756 109

15. Provisions inscrites au bilan

Ce poste se décompose comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au			Au		
	30/06/2019	Dotations	Reprises	30/06/2020	Détail des reprises Reprises avec objet	Reprises sans objet
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES						
Provisions pour litiges en cours	1 794 303	1 414 000	517 000	2 691 303	412 000	105 000
Provision pour perte de change	462 669	574 124	462 669	574 124		462 669
Provision pour indemnités de départ à la retraite	22 404 026	2 144 138	125 625	24 422 539	68 983	56 642
Provision pour remise en état des locaux	3 350 692	15 555		3 366 247		
Provision pour retours marchandises	6 426 304	9 933 385	6 501 124	9 858 565		6 501 124
Provision pour charges sociales	14 495 267	11 257 785	8 196 176	17 556 875	8 196 176	
Sous-total	48 933 262	25 338 986	15 802 594	58 469 654	8 677 159	7 125 435
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION						
Clients	4 462 325	6 670 424	2 190 578	8 942 171	589 880	1 600 698
TOTAL	53 395 587	32 009 410	17 993 172	67 411 825	9 267 039	8 726 133

Dont dotations et reprises :

Rubriques	Dotations	Reprises
D'exploitation	32 009 410	17 918 353



L'écart de 74 819 € sur les reprises de provision s'explique par l'effet de change sur les provisions libellées en dollar.

16. État des échéances des créances et dettes

Cet état constitue la synthèse des échéances des créances et des dettes figurant dans les états financiers au 30 juin 2020.

16.1. État des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :			
Prêts			
Autres immobilisations financières	232 349		232 349
ACTIF CIRCULANT :			
Autres créances clients	553 350 354	553 350 354	
Clients douteux ou litigieux			
Personnel et comptes rattachés	367 452	367 452	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
État : impôts sur les bénéfices	7 618 132	7 618 132	
État : taxe sur la valeur ajoutée	4 767 721	4 767 721	
État : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Groupe et associés	254 814 206	254 814 206	
Débiteurs divers	111 877 576	111 877 576	
Charges constatées d'avance	792 384 585	728 524 031	63 860 554
TOTAL	1 725 412 375	1 661 319 472	64 092 903

16.2. Etat des échéances des dettes

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	80	80		
Fournisseurs et comptes rattachés (cf note 11)	357 177 403	357 177 403		
Personnel et comptes rattachés	80 573 845	80 573 845		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 870 947	52 870 947		
État : taxe sur la valeur ajoutée	84 324 023	84 324 023		
État : autres impôts, taxes et assimilés	6 970 838	6 970 838		
Autres dettes	13 153 296	13 153 296		
Produits constatés d'avance	870 756 109	795 697 623	75 058 486	
TOTAL	1 465 826 542	1 390 768 056	75 058 486	-



17. Charges à payer/produits à recevoir

17.1. Charges à payer

Ce tableau permet de présenter le montant des charges à payer incluses dans les postes Dettes fiscales et sociales et Dettes fournisseurs et comptes rattachés des états financiers :

Rubriques	Charges à payer
Factures non parvenues	32 559 274
Rabais, remises, ristournes à accorder	12 672 783
Personnel - autres charges de personnel	2 400 608
Provision pour congés payés	17 690 322
Participation des salariés	18 929 433
Provision pour bonus	40 302 716
Autres dettes sociales - Prévoyance	4 040 504
Charges sociales sur congés payés	9 022 064
Charges sociales sur bonus	21 612 854
C3S	1 957 432
Forfait social sur participation	3 785 722
Etat - CVAE	4 535 415
TOTAL	169 509 127

17.2. Produits à recevoir

Ce tableau permet de présenter le montant des produits à recevoir inclus dans les postes Clients et comptes rattachés des états financiers :

Rubriques	Produits à recevoir
Factures à émettre MCS	21 009 875
TOTAL	21 009 875

18. Engagements hors bilan

18.1. Engagements financiers donnés

Les cautions bancaires données au profit de la société bailleuse des locaux actuels situés à Issy les Moulineaux s'élèvent à 5 087 517,50 €.

18.2. Engagements financiers reçus

Néant.



19. Chiffre d'affaires

Il se répartit géographiquement de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2019	Exercice 2020
Chiffre d'affaires net France	1 194 832 375	1 723 353 922
Chiffre d'affaires net Export (a)	434 870 458	441 433 977
TOTAL	1 629 702 832	2 164 787 899
(a) Dont entreprises liées	434 870 458	441 433 977

20. Résultat financier

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2020
PRODUITS FINANCIERS	4 957	70 704
Produits financiers de participations	4 957	3 325
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés (a)		67 378
Différences positives de change		
CHARGES FINANCIERES	52 638	563 852
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (a)	52 638	563 852
Différences négatives de change		
RESULTAT FINANCIER	(47 681)	(493 148)
(a) Dont entreprises liées	52 638	563 852

21. Résultat exceptionnel

La société comptabilise en résultat exceptionnel les charges et les produits relatifs aux opérations n'entrant pas dans le champ des activités courantes de l'entreprise ou n'entrant pas dans son objet social. Par opposition, les charges et produits entrant dans le champ des activités courantes ou dans son objet social sont inscrits dans le résultat courant de l'entreprise, quels que soient leurs montants.

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 049 445	308 558
Pénalités	34 076	308 278
Valeur nette comptable des immobilisations cédées		280
Dotations aux provisions sur charges sociales sur actions gratuites	4 015 369	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 049 445)	(308 558)



22. Situation fiscale

22.1. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel s'analyse comme suit :

Rubriques	Bénéfice comptable avant l'impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Taux d'impôt moyen	Montant de l'impôt	Résultat net après impôt
Résultat Courant	145 535 939	13 315 146	158 851 084	34,4%	54 638 423	90 897 516
Résultat Exceptionnel	(308 558)	308 278	(280)	34,4%	(96)	(308 461)
Participation FY20	(18 928 608)	18 928 608	-	34,4%	-	(18 928 608)
Participation FY19		(17 611 687)	(17 611 687)	34,4%	(6 057 716)	6 057 716
Réduction Mécénat					(148 507)	148 507
Réduction Famille					(36 107)	36 107
TOTAL	126 298 773	14 940 345	141 239 118		48 395 997	77 902 776

Le résultat comptable avant impôt et hors évaluations dérogatoires se présente de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	77 902 776
Impôt sur les bénéfices	48 395 997
Participation des salariés (hors forfait social)	18 928 608
RESULTAT AVANT IMPOT ET PARTICIPATION	145 227 381
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (AVANT IMPOT)	145 227 381

22.2. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Accroissements et allègements	Montant	Impôt (25%)	Impôt (32%)
Allègements :			
Provision pour clients douteux	5 879 869		1 881 558
Provision de taxe sur les véhicules de société	338 065		108 181
C3S	1 957 432		626 378
Provision indemnités retraite	24 422 539	6 105 635	
Provision remise en état des locaux	3 366 247	841 562	
Participation des salariés	18 928 608		6 057 155
Provision pour retour de marchandises	9 726 079		3 112 345
Écart de conversion Passif	429 881		137 562
Autres provisions pour risques et charges	35 001		11 200
TOTAL	65 083 722	6 947 196	11 934 379

Les économies futures d'impôt ont été calculées sur la base d'un taux d'impôt moyen de 32%, excepté sur les provisions pour indemnités de départ à la retraite et pour remise en état des locaux, pour lesquelles un taux de 25% (taux d'impôt prévu pour l'exercice 2022/2023) a été appliqué.



23. Société mère consolidante

Les comptes de MICROSOFT France SAS sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société tête de groupe, MICROSOFT CORPORATION dont le siège social est aux États-Unis, 16011 N.E. 36th WAY, REDMOND, WASHINGTON.

24. Effectif moyen

L'effectif moyen sur l'exercice est de 1 737 personnes et est réparti de la façon suivante :

Effectif moyen	Exercice 2019	Exercice 2020
Cadres	1 628	1 665
Agents de maîtrise, techniciens et employés	62	72
TOTAL	1 690	1 737

25. Transactions conclues par la société avec des parties liées

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2020, la Société n'a pas conclu d'opérations avec des parties liées en dehors des conditions normales du marché.

Les transactions avec les parties liées concernent principalement les opérations courantes au sein du groupe telles que ; les dividendes versés à l'actionnaire majoritaire, les frais et commissions de rétro-facturation, les placements de trésorerie et les produits et charges connexes. Elles sont établies dans le cadre d'accords contractuels spécifiques.

26. Information sur la rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

27. Événements importants et post clôture

Les mesures de reconfinement prises par les autorités en automne 2020 n'ont pas d'impact significatif sur l'activité de la société et ne remettent pas en cause la continuité d'exploitation.

MICROSOFT FRANCE
Société par actions simplifiée au capital de 4.240.000 Euros
Siège social : 37/45, Quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux
327 733 184 RCS Nanterre

La « Société »

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 16 DÉCEMBRE 2020

.../...

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 77.902.776 euros de la manière suivante :

ORIGINE

- Bénéfice de l'exercice 77.902.776 euros
 - Report à Nouveau Antérieur 118.113.768 euros
- Soit un bénéfice à affecter 196.016.544 euros

AFFECTATION

- Au report à nouveau 77.902.776 euros
- Solde du report à nouveau, soit 196.016.544 euros

Après affectation du bénéfice, le solde du poste Prime d'émission, de fusion et d'apport reste fixé à 478 euros. Le compte de report à nouveau est porté à 196.016.544 euros.

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, éligibles ou non à l'abattement, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement par action
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2016/2017	Néant	Néant	185,70 euros
2017/2018	Néant	Néant	Néant
2018/2019	Néant	Néant	Néant

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.../...



Certifié conforme
M. Carlo Purassanta
Président

MICROSOFT FRANCE

Société par actions simplifiée

37-45 Quai du Président Roosevelt

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2020

MICROSOFT FRANCE

Société par actions simplifiée

37-45 Quai du Président Roosevelt

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2020

Aux associés de la société MICROSOFT FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MICROSOFT FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 27 novembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er juillet 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le

27 novembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 8 décembre 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'V' followed by a horizontal line and a small flourish.

Vincent BLESTEL



2020

COMPTES ANNUELS

Microsoft France SAS

EXERCICE CLOS LE 30/06/2020



SOMMAIRE

BILAN ACTIF.....	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020	5
COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020 (SUITE)	6
1. Événements significatifs de l'exercice	7
2. Changements de méthode comptable	7
3. Principaux principes comptables utilisés	8
3.1. Immobilisations corporelles.....	8
3.2. Créances et Dettes	8
3.3. Opérations en devise	9
3.4. Impôt sur les sociétés	9
3.5. Chiffre d'affaires	9
3.6. Provisions pour indemnités de départ à la retraite	10
3.7. Provisions	11
4. Autres informations sur les comptes	11
4.1. Disponibilités.....	11
4.2. Contrôle fiscal	11
4.3. Dividendes.....	11
4.4. Provision remise en état	12
5. Tableau des immobilisations	12
5.1. Immobilisations incorporelles.....	12
5.2. Immobilisations corporelles.....	12
6. Clients et comptes rattachés	13
7. Autres créances.....	13
8. Valeurs mobilières de placement	14
9. Charges constatées d'avance.....	14
10. Capital social et variation des capitaux propres	14
11. Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	14
12. Dettes fiscales et sociales	14
13. Autres dettes.....	15
14. Produits constatés d'avance	15
15. Provisions inscrites au bilan	15
16. État des échéances des créances et dettes	16
16.1. État des échéances des créances.....	16



16.2.	Etat des échéances des dettes.....	16
17.	Charges à payer/produits à recevoir.....	17
17.1.	Charges à payer.....	17
17.2.	Produits à recevoir.....	17
18.	Engagements hors bilan.....	17
18.1.	Engagements financiers donnés.....	17
18.2.	Engagements financiers reçus.....	17
19.	Chiffre d'affaires.....	18
20.	Résultat financier.....	18
21.	Résultat exceptionnel.....	18
22.	Situation fiscale.....	19
22.1.	Ventilation de l'impôt sur les sociétés.....	19
22.2.	Accroissements et allègements de la dette future d'impôt.....	19
23.	Société mère consolidante.....	20
24.	Effectif moyen.....	20
25.	Transactions conclues par la société avec des parties liées.....	20
26.	Information sur la rémunération des dirigeants.....	20
27.	Événements importants et post clôture.....	20



BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 962 384	6 585 528	1 376 856	1 347 246
Autres immobilisations corporelles	54 792 627	40 651 069	14 141 558	15 658 696
Immobilisations en cours	1 020 324		1 020 324	338 629
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	63 775 334	47 236 597	16 538 738	17 344 571
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	232 349		232 349	179 861
TOTAL immobilisations financières :	232 349		232 349	179 861
ACTIF IMMOBILISÉ	64 007 683	47 236 597	16 771 087	17 524 432
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	6 850		6 850	1 839 934
Créances clients et comptes rattachés	553 350 354	8 942 171	544 408 183	601 770 120
Autres créances	379 445 087		379 445 087	163 224 206
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	932 802 291	8 942 171	923 860 119	766 834 260
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	41 817		41 817	746 440
Charges constatées d'avance	792 384 585		792 384 585	618 371 691
TOTAL disponibilités et divers :	792 426 402		792 426 402	619 118 131
ACTIF CIRCULANT	1 725 228 693	8 942 171	1 716 286 522	1 385 952 391
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif	574 124		574 124	462 669
TOTAL GÉNÉRAL	1 789 810 501	56 178 768	1 733 631 733	1 403 939 492



BILAN PASSIF

RUBRIQUES	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 4 240 000	4 240 000	4 240 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	478	478
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	424 000	424 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	118 113 768	54 938 787
Résultat de l'exercice	77 902 776	63 174 980
TOTAL situation nette :	200 681 022	122 778 246
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	200 681 022	122 778 246
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	13 123 993	8 683 277
Provisions pour charges	45 345 661	40 249 985
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	58 469 654	48 933 262
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	80	
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :	80	
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	8 224 634	3 965 051
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	357 177 403	303 456 884
Dettes fiscales et sociales	224 739 653	207 914 293
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 153 296	17 397 281
TOTAL dettes diverses :	595 070 352	528 768 458
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	870 756 109	699 172 538
DETTES	1 474 051 176	1 231 906 047
Ecarts de conversion passif	429 881	321 938
TOTAL GÉNÉRAL	1 733 631 733	1 403 939 492



COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
Ventes de marchandises	1 574 536 807		1 574 536 807	1 049 360 280
Production vendue de biens				
Production vendue de services	148 817 115	441 433 977	590 251 092	580 342 552
Chiffres d'affaires nets	1 723 353 922	441 433 977	2 164 787 899	1 629 702 832
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			22 301 307	9 474 633
Autres produits			510 329	421 240
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 187 599 536	1 639 598 705
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			1 495 341 493	986 884 107
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			141 558 714	158 392 232
TOTAL charges externes :			1 636 900 207	1 145 276 339
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			18 028 347	17 904 880
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			213 025 270	204 761 521
Charges sociales			135 115 389	113 623 716
TOTAL charges de personnel :			348 140 659	318 385 237
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			3 863 851	5 490 822
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			6 670 424	4 485 262
Dotations aux provisions pour risques et charges			25 338 986	21 187 639
TOTAL dotations d'exploitation :			35 873 262	31 163 724
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			2 627 975	799 837
CHARGES D'EXPLOITATION			2 041 570 449	1 513 530 017
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			146 029 087	126 068 689



COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2020 (SUITE)

RUBRIQUES	Net (N) 30/06/2020	Net (N-1) 30/06/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	146 029 087	126 068 689
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	3 325	4 957
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	67 378	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	70 704	4 957
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	563 852	52 638
Différences négatives de change		0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	563 852	52 639
RÉSULTAT FINANCIER	(493 148)	(47 681)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	145 535 939	126 021 008
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	308 278	34 076
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	280	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		4 015 369
	308 558	4 049 445
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(308 558)	(4 049 445)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	18 928 608	17 611 687
Impôts sur les bénéfices	48 395 997	41 184 896
TOTAL DES PRODUITS	2 187 670 239	1 639 603 663
TOTAL DES CHARGES	2 109 767 463	1 576 428 682
BÉNÉFICE OU PERTE	77 902 776	63 174 980



NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 30/06/2020

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels, clos le 30 juin 2020 et arrêtés par le Président. Ils sont organisés comme suit :

1. Evénements significatifs de l'exercice

En mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie. Cette pandémie a des répercussions globales et imprévisibles sur la société, l'économie, les marchés financiers et les pratiques commerciales mondiales.

Afin de protéger la santé et le bien-être de ses employés, de ses fournisseurs et de ses clients, Microsoft a apporté des modifications substantielles aux politiques de déplacement de ses employés, a mis en œuvre des fermetures de bureaux et a favorisé le télétravail. Les conférences et autres événements marketing ont été reportés ou tenus virtuellement.

Le COVID-19 n'a pas eu d'impact négatif notable sur l'activité 2020 de Microsoft France. La continuité d'exploitation de la société n'est pas menacée par les événements liés à cette pandémie.

2. Changements de méthode comptable

Au cours de l'exercice clos le 30 Juin 2020, la société n'a pas changé de méthode comptable.



3. Principaux principes comptables utilisés

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, modifié par tous les règlements ultérieurs de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice précédent avait débuté le 01/07/2018 et a été clôturé au 30/06/2019. L'exercice 2020 a débuté le 01/07/2019 et a été clôturé le 30/06/2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Ces comptes sont présentés en euros sauf mention expresse.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations techniques 3-5-10 ans
- Agencements, installations générales 5-10 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Mobilier de bureau 10 ans
- Matériel informatique 3 ans

3.2. Créances et Dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée selon un modèle statistique prenant en compte les éléments suivants :

- Le risque économique en France, mesuré selon une étude interne au groupe,
- Le risque socio-politique en France, évalué selon la moyenne des notes attribuées par les agences de notation Standard & Poors, Moody's et AON,
- Le pourcentage de créances non échues,
- Le pourcentage de créances échues depuis plus de 180 jours,
- Le pourcentage de créances non recouvrables.



3.3. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaieur à la date de l'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contrevaieur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité.

3.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés est calculé au taux de droit commun de 28% dans la limite de 500 K€, 33,1/3% au-delà et majoré d'une contribution sociale de 3,3% calculée sur la partie d'impôt sur les sociétés excédant 763 K€.

3.5. Chiffre d'affaires

Historiquement, la société Microsoft France SAS a une activité d'agent commercial des sociétés Microsoft Ireland Opération Ltd (MIOL) et Microsoft Corporation, pour ses activités de représentation commerciale, de promotion et de supports techniques, réalisées sur le territoire français.

A ce titre, Microsoft France perçoit des commissions, dont le mode de calcul n'a pas été modifié au cours de l'exercice. Ces commissions sont calculées selon les termes des contrats signés avec Microsoft Ireland Operation Ltd (MIOL) et Microsoft Corporation en France. Cette rémunération correspond à la refacturation de la totalité des coûts, complétés par un pourcentage des ventes réalisées par MIOL et Microsoft Corporation sur le territoire français.

Depuis Février 2017, l'activité principale de Microsoft France a été étendue pour inclure la distribution en direct de logiciels et de matériel informatique sur le territoire français. Microsoft France exerce cette activité dans le cadre d'un modèle de "Distributeur à risque limité", dont les termes sont définis dans un accord de distribution et de services inter-sociétés signé avec MIOL.

Les revenus provenant des programmes de licence de logiciels font l'objet d'un étalement linéaire sur la durée de vie du contrat dès lors que le logiciel est livré. Les produits de maintenance et d'abonnement sont comptabilisés proportionnellement sur la durée des contrats. Les produits tirés des ventes de produits emballés à destination et par l'intermédiaire des distributeurs et des revendeurs sont comptabilisés lors du transfert de propriété des biens aux distributeurs et revendeurs ou directement aux clients finaux.

Le revenu attribuable aux éléments non livrés, y compris les technologies de support technique et de navigateur Internet, est basé sur le prix de vente moyen de ces éléments et est comptabilisé proportionnellement de manière linéaire sur le cycle de vie du produit. Les coûts liés aux obligations non significatives, qui incluent le support téléphonique pour certains produits, sont provisionnés. Des provisions sont comptabilisées pour les retours, les concessions et les créances irrécouvrables lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles surviennent.

Microsoft France exerce également une activité de prestataires de services : assistance technique et de maintenance (Premier); conseil en organisation et système d'information (MCS). La reconnaissance du chiffre d'affaires de l'activité des services est basée sur la méthode à l'avancement.



3.6. Provisions pour indemnités de départ à la retraite

La société constate en provisions pour charges au passif du bilan les indemnités de départ en retraite versées aux salariés présents en CDI à la clôture de l'exercice.

L'engagement de l'employeur au titre de ce régime est calculé selon les règles édictées par la convention collective applicable (Métallurgie) et en tenant compte d'un taux d'augmentation moyen des salaires, d'un taux de turn-over, d'un taux d'actualisation et d'une table de mortalité. Pour l'exercice 2020, le taux de turnover retenu est de 5,0%, le taux de hausse des salaires est de 3,5% et le taux d'actualisation de 0,85 %. La table de mortalité utilisée est celle de l'INSEE 2011-2013 H/F. L'engagement inclut les charges sociales au taux de 51% pour les cadres et de 56% pour les non cadres. Il s'élève à 32 496 K€.

Conformément à la Recommandation R2013-02 de l'ANC et à l'application de la méthode du corridor, la provision pour départ en retraite s'élève à 24 423 K€ pour l'exercice clos au 30 Juin 2020 contre 22 404 K€ pour l'exercice clos au 30 Juin 2019.

La charge s'élève ainsi à 2 144 K€ pour l'exercice clos le 30 Juin 2020. Elle était de 2 632 K€ au titre de l'exercice clos le 30 Juin 2019.

Provision à l'ouverture	22 404 026
Coût normal	3 099 879
Charge d'intérêt	399 413
Impact des réductions / liquidations de régime	-2 039 508
Amortissement des pertes/gains actuariels	684 353
Charge de la période	2 144 138
Reprises (Transferts/Paiements)	-125 625
Reprises de la période	-125 625
Provision à la clôture (Montant reconnu au Bilan)	24 422 539
Écarts actuariels non reconnus	8 073 517
Coûts des services passés non reconnus	
Ecarts non reconnus à la clôture	8 073 517
Engagement à la clôture	32 496 056



3.7. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- i) La Société a une obligation actuelle légale ou implicite résultant d'un événement passé,
- ii) Il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour liquider l'obligation,
- iii) Une estimation fiable peut être faite du montant de l'obligation.

Si l'effet est significatif, les flux de trésorerie futurs attendus sont actualisés en utilisant un taux courant avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

La charge relative à toute provision est la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire pour liquider l'obligation et elle est présentée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'entreprise prend connaissance de l'obligation.

Aucune provision pour garantie n'a été comptabilisée dans les comptes de MS France en raison du fait que la responsabilité concernant les garanties reste avec MIOL dans le cadre des accords inter-sociétés. Tous les frais de garantie sont directement payés par MIOL, même dans le cas où une provision devrait être comptabilisée sur Microsoft France, dans tous les cas elle serait remboursée via les accords inter-sociétés, sans impact net sur Microsoft France.

4. Autres informations sur les comptes

4.1. Disponibilités

Depuis l'exercice 2013, le groupe Microsoft a déployé un processus de remontée automatique des flux de trésorerie dans le cadre du contrat de cash pooling conclu avec le groupe.

4.2. Contrôle fiscal

La société ne fait actuellement l'objet d'aucun contrôle fiscal. Les exercices clos les 30 juin 2018, 30 juin 2019 et 30 juin 2020 sont ouverts à contrôle.

4.3. Dividendes

L'assemblée générale du 16 décembre 2019 ayant statué sur les comptes 2019 a décidé de ne pas procéder à une distribution de dividendes.



4.4. Provision remise en état

Une dotation aux provisions de 15 555 € au titre de la remise en état future du bâtiment MyCampus d'Issy Les Moulineaux ainsi que des bâtiments loués en région a été constatée en charge d'exploitation, portant ainsi la provision totale à 3 366 247 €.

5. Tableau des immobilisations

5.1. Immobilisations incorporelles

Il n'y a pas d'immobilisations incorporelles au 30 juin 2020.

5.2. Immobilisations corporelles

5.2.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Les mouvements ayant affecté les valeurs brutes s'analysent de la façon suivante :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2019	Acquisitions	Virements poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Au 30/06/2020
Install. techniques, matériel et outillage industriels	9 280 586	892 263		(2 210 465)	7 962 384
Installations générales, agencements, aménagements	36 199 747	633 951			36 833 697
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 108 540	897 816	(47 427)		17 958 929
Immobilisations corporelles en cours	338 629	681 695			1 020 324
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	62 927 502	3 105 725	(47 427)	(2 210 465)	63 775 334

5.2.2. Détail des amortissements

Les mouvements ayant affecté les amortissements se décomposent comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2019	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 30/06/2020
Install. techniques, matériel et outillage industriels	7 933 340	862 373	(2 210 185)	6 585 528
Installations générales, agencements, aménagements	25 633 072	1 670 120		27 303 192
Matériel de bureau, informatique, mobilier	12 016 518	1 370 268	(38 910)	13 347 877
TOTAL AMORTISSEMENTS	45 582 931	3 902 761	(2 249 095)	47 236 597



5.2.1. Immobilisations financières

Il s'agit essentiellement de dépôts et cautionnements.

Les mouvements ayant affecté les immobilisations financières se décomposent comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Valeur Brute au 30/06/2019	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 30/06/2020
Dépôts et cautionnements	179 861	53 074	(586)	232 349
TOTAL	179 861	53 074	(586)	232 349

6. Clients et comptes rattachés

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

CREANCES	Net 30/06/2019	Net 30/06/2020
Clients	531 220 154	461 896 907
Clients facture à établir	9 235 084	21 009 875
Société mère (1)	63 709 152	67 359 372
Virements reçus non alloués		
Effets remis à l'encaissement	2 068 056	3 084 200
Total créances	606 232 446	553 350 354
Provision pour dépréciation des créances clients	(4 462 325)	(8 942 171)
TOTAL	601 770 120	544 408 183

(1) Il s'agit de commissions à recevoir de la société MICROSOFT CORPORATION dont le siège social est aux États-Unis, 16011 N.E. 36th WAY, REDMOND, WASHINGTON.

Les comptes de Microsoft France SAS sont consolidés par cette entité.

7. Autres créances

Ce poste se décompose comme suit :

Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
Fournisseurs débiteurs		
État, TVA, IS	3 699 436	12 385 853
État, autres créances		
Compte courant Groupe	158 486 388	254 814 206
Créances cédées au Groupe		111 325 446
Indemnités de Sécurité Sociale	302 384	552 129
Personnel - Avances et acomptes	735 998	367 452
TOTAL	163 224 206	379 445 087



8. Valeurs mobilières de placement

Néant.

9. Charges constatées d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2020
Loyer payé d'avance	1 170 196	5 873 012
Prestation Marketing/Évènementiel payé	110 890	
Assurance et divers payés d'avance	2 035 469	51 547
Charges constatées d'avance sous-traitance MCS		
Charges constatées d'avance - groupe	615 055 136	786 460 026
TOTAL	618 371 691	792 384 585

10. Capital social et variation des capitaux propres

Le capital est composé de 265 000 actions de 16 euros chacune. Durant l'exercice il n'a été procédé à aucune augmentation ou réduction de capital.

	Solde d'ouverture	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Solde de clôture
Capital social	4 240 000			4 240 000
Primes d'émission	478			478
Réserve légale	424 000			424 000
Report à nouveau	54 938 788	63 174 980		118 113 767
Résultat de l'exercice	63 174 980	(63 174 980)	77 902 776	77 902 776
TOTAL	122 778 246	0	77 902 776	200 681 022
Dividendes		0		0

11. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs ordinaires	9 525 674	10 314 594
Factures non parvenues	27 521 634	32 559 274
Fournisseurs groupe	266 409 576	314 303 535
TOTAL	303 456 884	357 177 403

12. Dettes fiscales et sociales

Il s'agit essentiellement de :



Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
Personnel et comptes rattachés	77 008 272	80 573 845
Organismes sociaux	49 507 347	52 870 947
Impôts sur les bénéfices		
TVA	74 711 876	84 324 023
Autres impôts et taxes	6 686 799	6 970 838
TOTAL	207 914 293	224 739 653

13. Autres dettes

Ce poste s'analyse comme suit :

Rubriques	Exercice 30/06/2019	Exercice 30/06/2020
Autres dettes	562 193	480 513
Rabais, remises, ristournes à accorder	16 835 087	12 672 783
TOTAL	17 397 281	13 153 296

14. Produits constatés d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2019	Au 30/06/2020
Services	53 828 615	48 325 222
Franchise de loyer	7 914 969	6 427 273
Volume Licensing / MBS/ Online	635 849 757	815 208 144
Marchandises en transit	1 579 197	795 470
TOTAL	699 172 538	870 756 109

15. Provisions inscrites au bilan

Ce poste se décompose comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au			Au		
	30/06/2019	Dotations	Reprises	30/06/2020	Détail des reprises Reprises avec objet	Reprises sans objet
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES						
Provisions pour litiges en cours	1 794 303	1 414 000	517 000	2 691 303	412 000	105 000
Provision pour perte de change	462 669	574 124	462 669	574 124		462 669
Provision pour indemnités de départ à la retraite	22 404 026	2 144 138	125 625	24 422 539	68 983	56 642
Provision pour remise en état des locaux	3 350 692	15 555		3 366 247		
Provision pour retours marchandises	6 426 304	9 933 385	6 501 124	9 858 565		6 501 124
Provision pour charges sociales	14 495 267	11 257 785	8 196 176	17 556 875	8 196 176	
Sous-total	48 933 262	25 338 986	15 802 594	58 469 654	8 677 159	7 125 435
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION						
Clients	4 462 325	6 670 424	2 190 578	8 942 171	589 880	1 600 698
TOTAL	53 395 587	32 009 410	17 993 172	67 411 825	9 267 039	8 726 133

Dont dotations et reprises :

Rubriques	Dotations	Reprises
D'exploitation	32 009 410	17 918 353



L'écart de 74 819 € sur les reprises de provision s'explique par l'effet de change sur les provisions libellées en dollar.

16. État des échéances des créances et dettes

Cet état constitue la synthèse des échéances des créances et des dettes figurant dans les états financiers au 30 juin 2020.

16.1. État des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :			
Prêts			
Autres immobilisations financières	232 349		232 349
ACTIF CIRCULANT :			
Autres créances clients	553 350 354	553 350 354	
Clients douteux ou litigieux			
Personnel et comptes rattachés	367 452	367 452	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
État : impôts sur les bénéfices	7 618 132	7 618 132	
État : taxe sur la valeur ajoutée	4 767 721	4 767 721	
État : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Groupe et associés	254 814 206	254 814 206	
Débiteurs divers	111 877 576	111 877 576	
Charges constatées d'avance	792 384 585	728 524 031	63 860 554
TOTAL	1 725 412 375	1 661 319 472	64 092 903

16.2. Etat des échéances des dettes

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	80	80		
Fournisseurs et comptes rattachés (cf note 11)	357 177 403	357 177 403		
Personnel et comptes rattachés	80 573 845	80 573 845		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 870 947	52 870 947		
État : taxe sur la valeur ajoutée	84 324 023	84 324 023		
État : autres impôts, taxes et assimilés	6 970 838	6 970 838		
Autres dettes	13 153 296	13 153 296		
Produits constatés d'avance	870 756 109	795 697 623	75 058 486	
TOTAL	1 465 826 542	1 390 768 056	75 058 486	-



17. Charges à payer/produits à recevoir

17.1. Charges à payer

Ce tableau permet de présenter le montant des charges à payer incluses dans les postes Dettes fiscales et sociales et Dettes fournisseurs et comptes rattachés des états financiers :

Rubriques	Charges à payer
Factures non parvenues	32 559 274
Rabais, remises, ristournes à accorder	12 672 783
Personnel - autres charges de personnel	2 400 608
Provision pour congés payés	17 690 322
Participation des salariés	18 929 433
Provision pour bonus	40 302 716
Autres dettes sociales - Prévoyance	4 040 504
Charges sociales sur congés payés	9 022 064
Charges sociales sur bonus	21 612 854
C3S	1 957 432
Forfait social sur participation	3 785 722
Etat - CVAE	4 535 415
TOTAL	169 509 127

17.2. Produits à recevoir

Ce tableau permet de présenter le montant des produits à recevoir inclus dans les postes Clients et comptes rattachés des états financiers :

Rubriques	Produits à recevoir
Factures à émettre MCS	21 009 875
TOTAL	21 009 875

18. Engagements hors bilan

18.1. Engagements financiers donnés

Les cautions bancaires données au profit de la société bailleuse des locaux actuels situés à Issy les Moulineaux s'élèvent à 5 087 517,50 €.

18.2. Engagements financiers reçus

Néant.



19. Chiffre d'affaires

Il se répartit géographiquement de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2019	Exercice 2020
Chiffre d'affaires net France	1 194 832 375	1 723 353 922
Chiffre d'affaires net Export (a)	434 870 458	441 433 977
TOTAL	1 629 702 832	2 164 787 899
(a) Dont entreprises liées	434 870 458	441 433 977

20. Résultat financier

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2020
PRODUITS FINANCIERS	4 957	70 704
Produits financiers de participations	4 957	3 325
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés (a)		67 378
Différences positives de change		
CHARGES FINANCIERES	52 638	563 852
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (a)	52 638	563 852
Différences négatives de change		
RESULTAT FINANCIER	(47 681)	(493 148)
(a) Dont entreprises liées	52 638	563 852

21. Résultat exceptionnel

La société comptabilise en résultat exceptionnel les charges et les produits relatifs aux opérations n'entrant pas dans le champ des activités courantes de l'entreprise ou n'entrant pas dans son objet social. Par opposition, les charges et produits entrant dans le champ des activités courantes ou dans son objet social sont inscrits dans le résultat courant de l'entreprise, quels que soient leurs montants.

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 049 445	308 558
Pénalités	34 076	308 278
Valeur nette comptable des immobilisations cédées		280
Dotations aux provisions sur charges sociales sur actions gratuites	4 015 369	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 049 445)	(308 558)



22. Situation fiscale

22.1. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel s'analyse comme suit :

Rubriques	Bénéfice comptable avant l'impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Taux d'impôt moyen	Montant de l'impôt	Résultat net après impôt
Résultat Courant	145 535 939	13 315 146	158 851 084	34,4%	54 638 423	90 897 516
Résultat Exceptionnel	(308 558)	308 278	(280)	34,4%	(96)	(308 461)
Participation FY20	(18 928 608)	18 928 608	-	34,4%	-	(18 928 608)
Participation FY19		(17 611 687)	(17 611 687)	34,4%	(6 057 716)	6 057 716
Réduction Mécénat					(148 507)	148 507
Réduction Famille					(36 107)	36 107
TOTAL	126 298 773	14 940 345	141 239 118		48 395 997	77 902 776

Le résultat comptable avant impôt et hors évaluations dérogatoires se présente de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	77 902 776
Impôt sur les bénéfices	48 395 997
Participation des salariés (hors forfait social)	18 928 608
RESULTAT AVANT IMPOT ET PARTICIPATION	145 227 381
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (AVANT IMPOT)	145 227 381

22.2. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Accroissements et allègements	Montant	Impôt (25%)	Impôt (32%)
Allègements :			
Provision pour clients douteux	5 879 869		1 881 558
Provision de taxe sur les véhicules de société	338 065		108 181
C3S	1 957 432		626 378
Provision indemnités retraite	24 422 539	6 105 635	
Provision remise en état des locaux	3 366 247	841 562	
Participation des salariés	18 928 608		6 057 155
Provision pour retour de marchandises	9 726 079		3 112 345
Écart de conversion Passif	429 881		137 562
Autres provisions pour risques et charges	35 001		11 200
TOTAL	65 083 722	6 947 196	11 934 379

Les économies futures d'impôt ont été calculées sur la base d'un taux d'impôt moyen de 32%, excepté sur les provisions pour indemnités de départ à la retraite et pour remise en état des locaux, pour lesquelles un taux de 25% (taux d'impôt prévu pour l'exercice 2022/2023) a été appliqué.



23. Société mère consolidante

Les comptes de MICROSOFT France SAS sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société tête de groupe, MICROSOFT CORPORATION dont le siège social est aux États-Unis, 16011 N.E. 36th WAY, REDMOND, WASHINGTON.

24. Effectif moyen

L'effectif moyen sur l'exercice est de 1 737 personnes et est réparti de la façon suivante :

Effectif moyen	Exercice 2019	Exercice 2020
Cadres	1 628	1 665
Agents de maîtrise, techniciens et employés	62	72
TOTAL	1 690	1 737

25. Transactions conclues par la société avec des parties liées

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2020, la Société n'a pas conclu d'opérations avec des parties liées en dehors des conditions normales du marché.

Les transactions avec les parties liées concernent principalement les opérations courantes au sein du groupe telles que ; les dividendes versés à l'actionnaire majoritaire, les frais et commissions de rétro-facturation, les placements de trésorerie et les produits et charges connexes. Elles sont établies dans le cadre d'accords contractuels spécifiques.

26. Information sur la rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

27. Événements importants et post clôture

Les mesures de reconfinement prises par les autorités en automne 2020 n'ont pas d'impact significatif sur l'activité de la société et ne remettent pas en cause la continuité d'exploitation.